



Note politique : 7 septembre 2025

Didier Dufau

Quelle stratégie politique pour LR ?

Des heures décisives attendent les Français, lors d'une des pires rentrées qu'on ait connue depuis les débuts de la Ve République. Pour LR, cela implique des décisions cruciales à un moment où les esprits s'échauffent et les mouvances destructrices s'épanouissent. Visiblement, après le coup de poker de Bayrou, Emmanuel Macron a préparé le « coup d'après ». LR, selon les Augures, va se retrouver une fois de plus devant des choix dont le parti ne détient pas la clef. Une fois de plus, LR va payer chèrement le fait de n'avoir défini aucune ligne politique autre que d'opportunité, aucune identité forte et aucun programme.

Mieux vaut tard de jamais. Pour notre part, après avoir tenté de définir un programme sensé pour les élections municipales et un autre pour le redressement de l'économie, nous allons essayer d'aborder des questions de pure politique électorale.

Tout le monde sait depuis Machiavel qu'un parti armé pour le combat et la conquête doit avoir clairement défini l'ennemi qu'il veut vaincre et médité les moyens de le frapper durement puis de façon décisive.

Comme l'ont montré les livres de G. Da Empoli, les réseaux sociaux ont changé assez radicalement la manière de faire campagne. On a vu récemment que les meetings les mieux organisés n'étaient pas décisifs. L'approche traditionnelle s'avère peu efficace. L'équipe dirigée par S. Knafo avait organisé une campagne de meetings remarquable en faveur d'E. Zemmour. La plus belle et intelligente qu'on ait pu voir depuis longtemps. Sans effet profond sur l'opinion. Quels seraient les nouveaux moyens permettant des percées décisives ?

Choisir son ennemi privilégié et les moyens de le vaincre est stratégique et tactique pour LR. Même si, actuellement, personne n'aborde ouvertement ce genre de question.

Nous voyons sortir des presses de nombreux « plans de redressement » de l'économie française. L'analyse du plan de Pierre Gattaz est très instructive. Il est à la fois proche et très différent de notre propre proposition. On voit clairement apparaître les tabous qui

bloquent beaucoup de réflexions. Et briser ces tabous suppose justement que soit tranchée la question de qui est l'ennemi juré de LR et celle du style d'action que l'on veut mettre en œuvre : soumission ou combat ?

1. À la recherche de l'ennemi.

Oui ! Tout le monde sait que pour stimuler et unir un mouvement d'opinion, il faut avoir un ennemi. De Gaulle avait entrepris d'en finir avec le « régime des partis ». Le Journal de la Colère de Michel Debré ne cessait de démolir cet ennemi jour après jour. Il a fini par gagner cette bataille et quand les partis ont tenté de reprendre la main, en 1962, il a lancé la bataille électorale victorieuse qui a imposé le régime nouveau pour soixante ans !

En France, quel est l'ennemi pour chacun des partis en présence ? Pour les Zemmouriens, c'est clair : l'envahissement et l'emprise islamistes. Pour LFI, il faut chasser le bourgeois et le capitalisme par la rage et le chaos, puis la révolution en s'appuyant sur les islamistes. Pour les Macronistes, c'est moins clair. Longtemps la seule consigne était de liquider LR après avoir cassé en partie le PS en prétendant lutter contre le RN. Pour le PS ? Les riches sont la cible éternelle. Ils peuvent payer pour toutes les démagogies sociales. Pour les Verts, l'ennemi c'est la croissance et en fait tout le monde, sauf les minorités, les délinquants et les bestioles. Pour le RN ? On est dans le flou. Pendant longtemps il lui a suffi d'être présenté comme le repoussoir du politiquement correct pour capitaliser sur toutes les rancœurs. Son ennemi principal est flou. Disons : le système.

Là où la question devient particulièrement ardue, c'est naturellement pour LR. Quel est l'ennemi fédérateur pour LR ? Ne répondez pas tous à la fois ! À partir du moment où Chirac a rallié l'europhisme et le centrisme, l'UMP a perdu toute identité gaulliste et en devenant LR, toute identité tout court. Il est pour tout ce qui est pour et contre tout ce qui est contre. Sans le dire mais en le prouvant tous les jours. Les deux quinquennats de Macron lui ont fait un mal terrible marqué par le désastre de la candidature Pécresse aux dernières Présidentielles. Sa part de l'électorat flotte désormais entre 5 et 10 %, ce qui est évidemment insuffisant pour prétendre peser. La décomposition de LR dans le centrisme mou et le politiquement correct a nourri les autres partis centristes, le RN et la dissidence de Zemmour. Elle ne lui donne aucun rôle contre LFI et les Verts !

L'identité du mouvement est donc à reconstruire totalement et le premier acte est bien de savoir qui est l'ennemi qui doit être très clairement visé. Pour le parti fondateur de la Ve République, **les fossoyeurs de la République** sont l'ennemi évident. Tout **mouvement qui affaiblit la France et ruine les Français est un ennemi qu'il faut défaire de façon impitoyable**. Le Wokisme, l'islamo-gauchisme francophobe et antisémite, l'anticapitaliste vert, rose ou rouge et l'europhisme multiculturaliste et sans limite, soumis aux États-Unis, sont ses ennemis presque naturels.

Au moment où la France est bien au bord d'une faillite catastrophique, la lutte contre **les naufrageurs** du pays est devenue absolument critique. Nous proposons donc cette vision :

Les naufrageurs de la France et de la Ve République sont les ennemis jurés de LR.

Ils existent. Ils agissent tous les jours. Il faut les dénoncer, les attaquer, les vaincre et les éliminer sans faiblesse.

Les responsables directs sont évidemment les membres de la coalition socialiste et centriste qui dirigent le pays depuis l'élection de Hollande puis celles de Macron, qui se sont alliés localement à des forces Vertes et Rouges totalement irresponsables et dangereuses et qui entendent recommencer. Venus au pouvoir en profitant de la colère provoquée par la récession mondiale de 2008 et européenne de 2011, ils n'ont fait qu'aggraver la situation. Ils nous ont conduits au bord du gouffre. Et ils ne savent rien faire d'autres que de proposer des spoliations supplémentaires aux Français qui travaillent pour compenser le coût intolérable de leurs « cadeaux au peuple » payés par les impôts concentrés sur toujours les mêmes, et optent pour la surenchère pour faire face à l'endettement incontrôlable qu'ils ont fait flamber depuis 2015, contrairement à tous nos partenaires économiques. La crise mondiale de 2008 et européenne de 2011 ont déclenché les protections sociales et donc, sur fonds de baisse du PIB, une hausse de la dette similaire en France à celle de ses voisins. Mais la dette postérieure est un drame **spécifiquement français causé par les socialos-centristes et leurs alliés de circonstances.**

Emmanuel Macron fait fuiter des « informations » comme quoi Bayrou lui aurait dit qu'il était sûr de son coup. Afin de tenter de se détacher de la tragicomédie en cours. Il est peu probable qu'il n'ait pas préparé un plan B qui va apparaître bientôt.

En encourageant E. Macron à prendre un premier Ministre chez les socialistes, sans prendre langue avec la direction de LR, Laurent Wauquiez crée de la division. Sans doute pense-t-il que l'échec du PS est au bout de la procédure budgétaire et qu'on aurait « levé l'hypothèque ». Si LR, au nom de la « responsabilité face au chaos » choisit soit de rester dans un gouvernement Bayrou prolongé, soit dans une nouvelle coalition vulnérable, il ne pourra pas dénoncer les naufrageurs les plus actifs de ces dix dernières années !

D'ores et déjà, les déclarations de Bruno Retailleau sur le souci de responsabilité de LR l'empêchent de critiquer violemment la situation créée par les deux dernières manipulations calamiteuses, la dissolution puis le suicide en direct du gouvernement Bayrou. En refusant de participer à une coalition avec les socialistes, il reprend un peu d'air. Comme le dit, cette fois-ci avec justesse, François Copé, seule la démission d'Emmanuel Macron après celle du Gouvernement permettra de sortir du piège tendu aux Français par toutes ces sottises politiciennes, pour ne pas dire plus.

Au moins le terrain serait-il dégagé pour que LR puisse enfin se construire comme force de recours et identifier clairement ses ennemis, ceux contre lesquels s'engage une lutte à mort pour l'avenir du pays. Sinon, la reformulation de son identité et de son projet sera reportée une fois de plus à La Saint-Glinglin.

Évidemment, Emmanuel Macron peut essayer d'utiliser sa dernière carte : l'article 16. Si le Conseil Constitutionnel le permet. Ce qui n'est pas acquis sauf graves conséquences des troubles organisés en septembre.

Dans bien des hypothèses, on va vers un report d'une démarche franche et forte de reconstruction du projet LR. Nous pensons que ces retards sont dommageables. LR doit savoir qui est son ennemi majeur et avoir la posture de combat congruente le plus tôt possible.

2. Quel style et quelles méthodes d'action politique doivent-ils être mis en œuvre ?

Il faut éclairer la question du style de l'action à mettre en œuvre dès cette rentrée. Il n'est que temps.

La grande question

Les réseaux sociaux et les différents canaux Internet ont fait évoluer de façon très importante les moyens de l'action militante et politique. L'ennui, c'est qu'elles peuvent être extrêmement toxiques et s'y compromettre n'est pas si simple.

Ce qu'on a vu triompher avec Trump ou la campagne anglaise pour le Brexit, ou le succès d'Orban, ou le triomphe du mouvement cinq étoiles en Italie, pour ne pas parler de Milei en Argentine, ce sont des méthodes radicales d'animation des colères à partir d'une couverture programmée et violente des réseaux sociaux. Détecter les mouvements d'opinion pour les servir de la façon la plus grossière, casser les reins des opposants par des campagnes d'insultes et de dénonciation, développer des « fake news » utiles, tout cela a été essayé avec succès. Les méthodes de confiscation de l'information par Trump et de mobilisation de ses partisans en frôlant tous les jours la violation des règles de droit, et en bravant les règles minimales de la courtoisie, satisfont totalement les militants heureux de voir leurs ennemis piétinés, même si les propos sont faux, contradictoires ou odieux. Faut-il aujourd'hui organiser des joies mauvaises pour être élu ? Il existe des sociétés capables de mettre en place ce genre de campagnes, avec des logiciels très puissants d'analyse des flux d'opinion sur les réseaux sociaux et de mobilisations de robots.

Le but est de canaliser des millions de réactions individuelles et de les associer au discours politique du parti organisateur. Exciter les colères et faire chauffer la colle, tel est le moyen privilégié.

Se lancer dans un tel schéma est peu ragoûtant. LR peut légitimement refuser de jouer à ce jeu putride. Mais ses adversaires peuvent s'y complaire et LFI n'a pas hésité. Et il faudra bien avoir une intervention sur les réseaux sociaux. Ce point de méthode doit faire l'objet d'une analyse et de décision. Bien sûr, tout cela ne peut pas trop quitter les arrières-couloirs de la direction du parti. Mais on ne peut pas laisser la question sans réponse.

Ce qui est clair est l'obligation de définir, au minimum, une posture publique. Le choix est entre :

- Une image noble de responsabilité et de rationalité : des gens raisonnables vont sortir le pays de ses difficultés avec des méthodes de gentlemen.
- Une image plus féroce, marquant la nécessité d'agir avec colère et détermination contre des vilains indécrottables à vilipender et à vaincre par tous les moyens honorables.

Quelles seraient les réponses publiques de LR selon ces deux approches aux questions critiques auxquelles on ne peut pas manquer de répondre. C'est facile à montrer sur quelques exemples.

- La question démographique

L'image noble est de s'en inquiéter sans rien proposer pour ne pas affliger les mouvements féministes. Le fait pour LR d'avoir voté la constitutionnalisation du droit à l'avortement sans limitation et gratuit, a plombé son discours pour longtemps. Le silence est une tentation forte.

L'image féroce est de s'en prendre directement aux forces qui ont voulu détruire la natalité et remettre au goût du jour le discours de Michel Debré et d'autres gaullistes. En s'attaquant aux conséquences du Wokisme des inconscients et au néoféminisme stérile et anti-masculiniste, à leurs associations, et aux subventions dont elles bénéficient, LR pourra développer le thème évident : **un pays sans natalité est un pays qui meurt**. La crise budgétaire est largement « l'enfant de la dénatalité ». En dix ans le nombre des 20-60 ans a baissé constamment, alors que celui de plus de 60 ans a augmenté de 3 500 000. Le coût a été vertigineux. Et cela va recommencer dans les dix ans à venir. Alors, un discours très dur pourrait faire le profit de LR.

- La question écologique

Depuis le grand ralliement de Chirac aux thèses du GIEC, LR n'a plus de discours sur les questions liées à l'écologie sinon des révérences partielles à tous les excès qui prévalent depuis 25 ans. La commission thématique prévue par E. Ciotti a démarré des travaux spontanément. Beaucoup d'idées ont été exprimées en particulier qu'il fallait défendre les paysans, des mois avant les événements que l'on sait. Un retour de bâton a eu lieu sur les affirmations souvent outrancières et scientifiquement infondées du GIEC. Beaucoup ont compris que le lobby des Enr était à la manœuvre pour des gains fabuleux.

La posture respectueuse est de se lover dans les suggestions du GIEC, de pleurer sur le réchauffement climatique et de se présenter comme plus écologique que les écolos eux-mêmes.

La posture radicale est de refuser le blanc-seing et d'être extrêmement sélectif et critique sur les actions et postures « escrologistes ». Si l'écologie doit mener à une crise de la croissance économique, une crise énergétique, une crise agricole, une crise de la

construction et du logement avec en prime une crise budgétaire, tout en confortant la crise démographique, alors c'est une discipline toxique dont les promoteurs sont des **naufregeurs de la France**, donc des ennemis jurés de LR.

- La question justicialiste

Depuis que la Cour de Justice de l'UE, la CEDH et le Conseil Constitutionnel se sont emparés des chartes et des préambules constitutionnels, au nom des droits de l'homme, un « bloc constitutionnel » est tombé sur la vie parlementaire qui vide le pouvoir législatif de son autonomie. La CEDH a prétendu créer un droit nouveau à l'écologie et imposé à la Suisse de compter ses émissions de CO2. Le Conseil Constitutionnel prétend généraliser les droits du citoyen à toute personne se trouvant sur le sol français. Le conseil d'Etat décide que les entreprises devront offrir de nouvelles vacances à leurs salariés s'ils ont été malades pendant leurs vacances. Une chambre d'appel interdit d'utiliser toute substance dangereuse « pour l'homme, les animaux et la nature ». Pire, certains juges décident que leur poste leur donne les moyens de ne pas appliquer les lois et de faire bouger la jurisprudence dans un sens politique. Alors que le rôle des juges est d'appliquer les lois.

Même l'emploi du referendum est sous la tutelle du Conseil constitutionnel.

Quelle est la réponse de LR à ce défi ?

L'optique « responsable » est de se soumettre et d'attendre que l'élection présidentielle permette de dégager les moyens d'agir, sans trop dire lesquels.

L'optique « féroce » serait de dénoncer ces dérives comme causes du naufrage français. C'est le peuple qui édicte la loi et met en œuvre les principes énoncés dans les préambules et les chartes en fonction de la volonté populaire. Supprimer le syndicat de la magistrature qui est en contradiction avec le devoir de réserve, rétablir la Cour de sûreté de l'État, reconsidérer le droit de la nationalité et le statut de l'étranger, revenir sur les mesures Badinter et suivantes, recréer un droit pénal pour les adolescents, rendre effectives les peines de prison pour les délinquants d'habitude et les violences, tout est à reconstruire.

- La question bureaucratique

En démocratie, la séparation des pouvoirs est fondamentale. Le pouvoir administratif et le pouvoir politique ne doivent pas se mélanger. Tout le monde constate qu'en France, la haute fonction publique s'est emparée du pouvoir politique. Cela date de la terrible défaite de 1940 qui a conduit l'Inspection des Finances, après X-Crise, la réaction des Polytechniciens à la crise de 1929, à considérer qu'on ne pouvait pas faire confiance à des élus incompetents et demagogues. Dès les debuts de la quatrième République, ils se lancent à la conquête du poste de premier Ministre. Mendès France sera le premier, Félix Gaillard le suivant etc. Avec la création de l'ENA une machine est mise en place qui, à partir de Michel Debré, premier ministre, va envahir la politique. Le couple Giscard-Chirac symbolise la prise du pouvoir. Fabius, Rocard, Jospin, Hollande, Macron,

Philippe, Casteix. À droite comme à gauche, les partis sont entre les mains des Énarques depuis des décennies.

Peut-on lutter contre la bureaucratie en laissant la haute fonction publique dévorer la démocratie ? On voit que de très nombreuses écuries d'Énarques font la queue pour accéder à la Présidentielle. Tout énarque un peu ambitieux se voit une vocation à être Premier ministre ou Président. On a vu les conséquences pour LR avec Mme Péresse !

La version soft de l'engagement LR serait de s'inquiéter seulement de la bureaucratie et d'éliminer certaines excroissances qui permettent de gagner beaucoup d'argent de façon abusive. Une sorte de service minimum.

La version féroce consisterait à prendre la tête d'un grand mouvement de réduction du monstre qu'est devenu l'État, avec une réduction du nombre de fonctionnaires et de hauts fonctionnaires, l'interdiction des cumuls de rémunérations publiques, la suppression du statut jusqu'à la classe A+, le plafonnement des rémunérations des hauts fonctionnaires et leur détachement à leur coût statutaire, l'abandon du statut de fonctionnaire à l'hôpital, ...

On pourrait continuer ainsi sur les autres grands sujets sur lesquels LR, après le RPR et l'UMP est totalement silencieux depuis des décennies.

- La question de l'égalitarisme par les gratuités
- La question de la production et de la fiscalité.
- La question Woke
- Les questions monétaires
- La question européenne

Sur tous ces sujets l'optique molle a été de se taire pour ne fâcher personne et ne rien compromettre pour 2017.

La stratégie du fantôme masqué évitant tout sujet qui fâche et ne proposant aucune action décisive contre les naufrageurs de la Républiques autre que subliminale est-elle la meilleure ?

Nous avons un doute. Un très gros doute !

3. Le plan de Pierre Gattaz de redressement économique

L'intérêt de la période, c'est le nombre de plans de redressement qui sont proposés par les uns et les autres, particuliers et ou « think Tank ». Ils sont utiles parce qu'ils délimitent une sorte de politiquement correct de la réforme économique. Le livre de Pierre Gattaz et de son petit groupe de réflexions, « Gagnez plus, c'est maintenant ! », « votre travail mérite d'être bien payé », chez Fayard, est un des projets les plus astucieux et aboutis. En se plaçant du côté du « travailleur » et de son pouvoir d'achat, il échappe à l'accusation de « spoliation capitaliste voulue par le grand patronat ». Il s'agit d'augmenter les salaires de 30 % en 10 ans ! Que du bonheur ! En présentant trente mesures diversifiées, il évite de se concentrer sur les sujets qui fâchent, noyés dans la masse. Le défaut, c'est que l'anecdotique l'emporte souvent sur le fondamental avec

des recettes qui sont parfois des cache-misères. On retrouve par exemple l'exemption de charges et d'impôts pour les heures supplémentaires qui est inefficace et d'une injustice sans nom. Comme l'avait dit un commentateur lorsque ce « truc » est entré dans les débats : mieux aurait valu défiscaliser et décharger les premières heures de travail, et réduire la progressivité de l'impôt sur le revenu. La démagogie a voulu qu'on décharge et détaxe la globalité des rémunérations au SMIC, ouvrant une trappe à pauvreté justement dénoncée par les auteurs. Quand un système est globalement mauvais il faut le changer globalement et éviter les rustines.

Le livre met de côté beaucoup de questions fondamentales mais qui fâchent. Rien sur la dénatalité, rien sur l'Européisme, rien sur l'écologie, rien sur les questions monétaires, donc rien sur les récessions à répétition qui ont ravagé de 1973 à 2011 l'économie française. L'Europe, c'est bien et cela nous protège ; L'écologie, c'est formidable et il faut chanter les sourates avec la plus grande foi. Le Wokisme et le culte des minorités : aucune importance. Le gouvernement des juges ? On ne discute pas du sujet pour lui-même. Surtout pas de grand débat. On se concentre sur les recettes qui sont à portée de main, en France.

Quelles différences avec notre propre projet **600 milliards plus** ? Plus des deux tiers au moins des suggestions, sont communes. Mais le projet Gattaz vise 300 milliards de gains de production. Nous visons le double. En évitant les sujets qui fâchent, Pierre Gattaz se prive des moyens de mettre en œuvre ses propres suggestions. Parfois, on tombe dans des fausses bonnes idées. Mettre en place une règle d'or budgétaire par exemple ignore le fait que les récessions font plonger les recettes et que la règle devient inapplicable. Vendre tout le parc immobilier de l'État est une gageure. Combien vaut le Château de Versailles ? Dire que la gratuité est un modèle « dépassé » c'est laisser croire qu'il a pu être un jour d'actualité. La gratuité, définie par un paiement collectif détaché des revenus du consommateur, entraîne mécaniquement une gabegie, l'impossibilité de payer, les mesures draconiennes contre les producteurs et les consommateurs et finalement des pénuries. La « gratuité », définie comme le paiement par tous de ce qui est consommé par quelques-uns a été partout et tout le temps une arme de destruction massive de l'offre de biens et de services concernés.

Le livre reprend des idées reçues sans trop s'en inquiéter. En 1959, De Gaulle n'était pas « en butte à une crise économique ». Il fallait liquider une guerre et gérer un budget totalement miné par la démagogie des partis de la IV^e République. Rien à voir avec une crise économique globale. Et il utilise à fond les moyens monétaires qui sont aujourd'hui inutilisables du fait du passage à l'Euro. La comparaison avec 59 est largement hors sujet. Nous n'avons plus les moyens de souveraineté de l'époque. L'absence de « diplomatie de la prospérité » dans le projet Gattaz en devient plus critiquable.

Le livre est d'une excellente pédagogie en exposant les solutions appliquées partout avec succès sauf en France, qui a accumulé les résultats déplorables que l'on sait. Il faut évidemment reprendre l'essentiel des mesures mises en œuvre au Canada, en Suède, en Nouvelle-Zélande, en Allemagne etc.

Sa lecture pose néanmoins la question qui est à la base de cette note. Doit-on, comme Gattaz se contenter d'une posture douce et raisonnable, en laissant entendre qu'un catalogue de mesures simples orientées vers le pouvoir d'achat permettra de sortir de la difficulté ? Où faut-il être plus radical et plus offensif ?

Toutes les mesures proposées par le livre sont en fait totalement refusées par le milieu politique dominant. Les hauts fonctionnaires (le « pays profond ») n'en veulent pas. Il suffit de regarder et d'écouter Eric Lombard pour comprendre que le Jurrasic park des Enarques ambitieux est plein de T-REX prédateurs soucieux d'abord de ponctionner sans réformer. Les socialistes n'en veulent pas. Les centristes n'en veulent pas. L'extrême gauche parle de « provocation inouïe ». L'extrême droite se veut anti libérale et pour la retraite à 60 ans !

Si LR persiste dans une attitude consensuelle, raisonnable, pleine de sensibilité et de respectabilité confite, prête à toutes les concessions et tous les silences sur les sujets qui fâchent, on peut craindre le pire, à court terme, pour l'avenir du mouvement.

Conclusions

Le plus dommageable serait que dans la confusion qui va à nouveau s'installer dans les mois à venir, LR s'abstienne encore et toujours de réfléchir à sa stratégie et à son projet. Être « raisonnable et silencieux », dans un moment de déraison et d'impuissance nationale, n'offre aucune opportunité de marquer les esprits et de conquérir l'opinion et les électeurs.

La responsabilité pour un parti qui veut rassembler derrière lui, c'est de présenter une alternative forte et crédible. Il faut saquer les abrutis qui mènent la France à la catastrophe et les attaquer durement sans la moindre faiblesse. Il faut tenir un langage terrible contre les **Naufrageurs**, tout le temps et à toute occasion. Et les assurer qu'on va les vaincre et leur faire perdre jusqu'à l'espoir de surnager. **Nous considérons que la stratégie féroce est la seule gagnante.** Et il faut mobiliser les réseaux sociaux.

Nous confirmons notre désir de voir changer le nom, le logo et la devise de LR, dont l'image est devenue invertébrée et même légèrement repoussante.

Le nom : **Forces Françaises** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



La base militante crie au futur président du mouvement : tout est là pour agir ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Nous savons exactement ce qu'il faut faire. Alors courage et on fonce !

Et on frappe avec la dureté nécessaire tous les **naufreurs de la cinquième
République.**

Forces Françaises passe à l'attaque. Avec force.

Vive les Forces Françaises Libres